

L'ENVIRONNEMENT

LES INFRACTIONS À LA LOI SUR LES PÊCHES SUR LA RIVIÈRE KOOTENAY—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Environnement. Comme il y a eu violation de la loi fédérale sur les pêches sur la rivière Kootenay en aval de Mica, et qu'il y en aura d'autres cas semblables si on donne suite au projet de détournement de ce cours d'eau, le ministre va-t-il se contenter de laisser agir ses représentants dans la province?

L'hon. Len Marchand (ministre d'État (Environnement)): Monsieur l'Orateur, je tiens cette question comme un préavis et je l'étudierai de près.

* * *

LES TRANSPORTS

PROPOSITION D'AVANCES AUX CHEMINS DE FER POUR L'ACHAT D'ÉQUIPEMENT ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, ma question découle d'une proposition que j'ai soumise en juillet dernier au ministre des Transports et que mon chef a faite cette fois-ci au ministre des Finances au cours de la présente session. Je l'adresse au premier ministre suppléant. Il existe au Canada quelques milliers de milles de voies ferrées qui ont besoin d'être améliorées. Ces travaux exigeront des centaines de rails en acier, des millions de traverses, de selles d'appui, d'ancres, et le reste. Afin d'atténuer le chômage dans les provinces atlantiques, surtout dans l'île du Cape Breton et dans le comté de Pictou, le gouvernement est-il prêt à prendre les mesures nécessaires pour assurer le financement des commandes que pourraient passer tout de suite le CN et Via Rail, pour la fourniture de rails, de matériel et de toutes autres pièces d'infrastructure qui seront nécessaires au cours des prochaines années? Ce matériel pourrait être fabriqué immédiatement et stocké dans l'Ouest du Canada où ces travaux seront exécutés.

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de sa suggestion. Nous avons d'ailleurs déjà fait tout ce qui était raisonnable en ce sens. Nous avons obtenu 100 millions de dollars pour la construction de lignes d'embranchement en 1977 et 1978. Cela comprend 47 millions de dollars pour le matériel que nous avons commandé à diverses usines du Canada, y compris à Hamilton et à Trenton, en Nouvelle-Écosse. En outre, le Canadien National a décidé de commander son matériel d'avance et d'acheter des rails avant d'en avoir vraiment besoin. Les voies ferrées qui serviront au programme de lignes d'embranchement proviendront en grande partie des lignes des Prairies que la commission Hall a recommandé d'abandonner. Le CN s'occupe d'acquérir des rails supplémentaires pour son propre programme permanent, y compris des doubles voies ferrées au besoin, conformément à ses efforts intenses visant à prévoir toutes les installations supplémentaires nécessaires pour le transport des marchandises. Les sociétés ferroviaires se sont très bien débrouillées à cet égard. Elles ont très bien fait de commander de l'acier et des rails avant d'en avoir vraiment besoin.

Questions orales

[Français]

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

LA PRÉSUMÉE SURVEILLANCE DE CERTAINS DÉPUTÉS PAR LA POLICE

M. Pierre De Bané (Matane): Monsieur le président, ma question s'adresse au solliciteur général.

Je voudrais lui demander s'il y a quelque vérité dans l'assertion qui a été faite hier au Téléjournal du réseau français de Radio-Canada, à l'effet que j'ai été durant plusieurs années l'objet de surveillance par la police. D'autres députés ont-ils été l'objet de surveillance par la police au cours des dix dernières années?

L'hon. Francis Fox (solliciteur général): Monsieur le président, je n'ai pas de renseignements sur l'allégation précise qui a été faite au réseau français de Radio-Canada hier soir. On m'informe que c'est une allégation à l'effet que c'est la Sûreté du Québec qui aurait fait la surveillance de l'honorable député, et non pas la Gendarmerie royale du Canada.

Quant à la deuxième partie de sa question, plus générale, je pense que le premier ministre y a récemment répondu dans la lettre qu'il faisait parvenir aux leaders de l'opposition au sujet de la surveillance de députés.

* * *

● (1502)

[Traduction]

LES PÊCHERIES

LE PROGRAMME D'EXPANSION DANS LES PROVINCES MARITIMES—LA DATE DE LA RÉUNION MINISTÉRIELLE FÉDÉRALE-PROVINCIALE AU SUJET DE LA MISE EN ŒUVRE

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches et de l'Environnement. S'il faut en croire les journaux du 1^{er} décembre, on met la dernière touche à un programme de 900 millions de dollars pour l'expansion de l'industrie de la pêche dans les provinces Maritimes, programme attendu depuis longtemps. Ce programme est maintenant entre les mains du ministre des Pêches et de l'Environnement. Étant donné que ce plan aurait été approuvé par les ministres des pêches des provinces Maritimes, je voudrais demander encore une fois au ministre s'il l'a étudié et, dans l'affirmative, quand il entend rencontrer les ministres provinciaux des Pêches pour en discuter et, espérons-le, le mettre en vigueur au moins en partie de manière à donner du travail à un certain nombre de chômeurs dans l'est du pays.

L'hon. Roméo LeBlanc (ministres des Pêches et de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, on m'a fait savoir que ce plan me parviendrait bientôt. La fin de semaine dernière, je me suis entretenu pendant une journée et demie avec le ministre des Pêches de Terre-Neuve. Je présume qu'il ne disposait pas non plus d'une copie du programme, sinon il m'aurait permis d'en prendre connaissance. Pour l'instant, tout dépend de mon collègue le ministre des Postes.

Des voix: Oh, oh!

M. Crouse: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Pêches et de l'Environnement. Selon la presse, le plan reposerait sur de vastes principes économiques qui relient l'industrie au bien-être économique des provinces de l'Atlantique. Puisque le ministre a déclaré le 30 novembre à Yarmouth qu'il voulait mettre sur pied une flotte de